

Début, aujourd'hui, des épreuves du BEM

L'heure de vérité pour 600 000 collégiens

Page 2

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4488 - Lundi 28 mai 2018 - Prix : 10 DA

Le P/APW malmené par la police à Béjaïa

La fédération
du FFS «condamne un
comportement inadmissible»

Page 24

Après des «négociations fructueuses» avec la tutelle

Les médecins résidents reprennent la garde le 3 juin

Page 3

Trump et ses volte-face

Par Mohamed Habili

Comme Donald Trump a fait une première volte-face en annulant le rendez-vous pris avec Kim Jong-un pour le 12 juin à Singapour, pour quelques heures plus tard en faire une deuxième, en sens contraire de la première, les signataires restés fidèles à l'accord sur le programme nucléaire iranien se sont mis à espérer qu'il en fasse une troisième, qui aurait pour effet de le ramener à nouveau du même côté qu'eux. S'il a changé d'avis dans une controverse nucléaire, pourquoi n'en changerait-il pas sur un sujet qui après tout est du même ordre ? De tous les dirigeants directement concernés, c'est le président français qui se montre le plus convaincu de la possibilité de ce rebondissement. Il est aussi, ceci expliquant peut-être cela, le plus actif sur la nécessité d'un deuxième accord, venant en complément de celui de 2015, en vertu duquel l'Iran tout à la fois mettrait fin à son programme balistique et changerait de politique régionale, conformément aux desiderata des Etats-Unis, d'Israël, et des monarchies du Golfe. Cette attitude d'Emmanuel Macron est jusqu'à preuve du contraire passible de deux lectures. Elle peut s'expliquer par le fait qu'il veut en effet sauver l'accord dénoncé par les Etats-Unis, mais tout autant comme une façon de préparer le terrain à son abandon par la France. Tout en continuant de dire qu'il n'y a pas d'alternative à cet accord, et que Trump a commis une erreur de s'en retirer, il insiste de plus en plus sur la nécessité de lui adjoindre un deuxième accord portant sur des thèmes connexes.

Suite en page 3

Dispositif renforcé de la Protection civile

Enfin un vrai pare-feu contre les incendies de forêt ?



PH/D. R.

Le dispositif de lutte contre les feux de forêt vient d'être renforcé et adapté de manière à lancer des actions coordonnées et concertées, afin d'éviter le pire pour cette saison estivale. Lire page 2

Depuis leur ouverture à l'occasion du ramadhan

Franc succès des marchés de proximité auprès des citoyens

Page 3

Festival de la musique et de la chanson citadines à Annaba

Un public nombreux au rendez-vous

Page 13

Dispositif renforcé de la Protection civile

Enfin un vrai pare-feu contre les incendies de forêt ?

■ Le dispositif de lutte contre les feux de forêt vient d'être renforcé et adapté de manière à lancer des actions coordonnées et concertées, afin d'éviter le pire pour cette saison estivale.

Par Louiza Ait Ramdane

Cette année encore, la mobilisation de l'Etat reste entière. Afin de faciliter l'intervention des services de secours, la Direction générale de Protection civile (DGPC) a lancé des caravanes d'information et de sensibilisation au profit des agriculteurs et de la population rurale, sur les risques des feux de forêt. De lourds dégâts ont été enregistrés l'année précédente en termes d'incendies. On note que pas moins de 20 250 incendies de forêt ont été enregistrés en seulement 4 mois en 2017 ! Pour éviter de pareilles situations, les services de la Protection civile viennent d'être dotés de 15 nouvelles colonnes mobiles qui seront mises à la disposition des unités d'intervention à l'occasion de la campagne de lutte et prévention contre ce phénomène, a indiqué le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Noureddine Bedoui. Cela s'ajoute à 22 colonnes mobiles fonctionnelles actuellement. Aussi, une nouvelle opération est inscrite pour l'acquisition de moyens de lutte ainsi que la création de nouvelles colonnes, notamment dans les wilayas à massif forestier important, et l'ouverture de nouvelles unités de la Protection civile.

Le ministre a souligné que les essais menés l'année dernière sur le terrain par la Protection civile concernant l'utilisation



d'engins aériens d'extinction de feu au niveau de la wilaya d'El Tarf, «seront utilisés de manière graduelle à partir de la

campagne de lutte contre les incendies durant l'année 2018», ajoutant que le ministère «s'attelle à l'examen et à l'élabo-

ration d'un cahier des charges pour l'acquisition prochaine de canadiers». Ces canadiers «peuvent relever d'un autre organisme officiel que la Protection civile ou la Direction générale des forêts», a-t-il souligné.

Bedoui a indiqué que ses services œuvrent à «impliquer» davantage les collectivités territoriales dans ce domaine «en leur accordant de nouvelles prérogatives en matière de prévention et de gestion des catastrophes naturelles, des prérogatives consacrées dans le nouveau code des collectivités territoriales». A cet effet, il a mis l'accent sur «l'impératif d'actualiser la législation nationale relative à la prévention des risques majeurs, dont les incendies de forêt, promulguée en 2004 et de l'adapter aux évolutions enregistrées dans ce domaine».

Le ministre a annoncé l'installation d'une commission mixte entre les ministères de l'Intérieur et de l'Agriculture, chargée de présenter un programme de réhabilitation du système forestier en Algérie, englobant les volets économique et social, en vue de valoriser la richesse forestière nationale.

Le ministre de l'Intérieur a coprésidé avec le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Abdelkader Bouazgzi, la réunion de préparation de la campagne 2018 de prévention et de lutte contre les feux de forêt, en présence notamment du directeur général de la Protection civile, le Colonel Mustapha El Habiri, du directeur général des Forêts, le délégué national aux risques majeurs, Tahar Melizi, et des walis.

Cette réunion avait pour objet l'évaluation des incendies de forêt enregistrés l'année dernière ainsi que la mise en place de dispositions afin de prévenir et lutter contre ce phénomène d'une façon coordonnée et concertée. «Nous visons, à travers cette rencontre, l'élaboration d'une stratégie nationale claire pour une meilleure maîtrise des catastrophes à l'horizon de 2030», a indiqué Bedoui.

Début, aujourd'hui, des épreuves du BEM

L'heure de vérité pour 600 000 collégiens

Après les élèves du cycle primaire, c'est au tour de ceux du moyen de passer les épreuves de fin de cycle. L'heure de vérité a sonné pour plus d'un demi-million de candidats qui concourent pour la première année secondaire. Finis donc les préparatifs. Les élèves de la quatrième année moyenne subiront, à partir d'aujourd'hui et pendant deux jours, les épreuves du Brevet de l'enseignement moyen. Ils sont 599 846 candidats à être concernés. Un événement pour le déroulement duquel le ministère de l'Education assure avoir réuni les moyens destinés, notamment, à éviter des fuites de sujets. A cet effet, le ministère de l'Education nationale s'est engagé à assurer un bon déroulement des examens, à travers des mesures strictes consistant à permettre aux élèves de pas-

ser l'épreuve dans la sérénité et le respect de l'éthique. S'exprimant hier sur les ondes de la Radio nationale, le sous-directeur des programmes d'enseignement au ministère de l'Education nationale a assuré que toutes les dispositions ont été prises afin que les examens du Brevet d'enseignement moyen se déroulent dans les meilleures conditions possibles. Selon Mustapha Hamdi, les sujets des épreuves à distribuer aux 599 846 candidats ont déjà été dispatchés dans l'ensemble des wilayas. «Pour être admis en 1^{re} année secondaire, les examinateurs vont prendre en compte la moyenne annuelle et celle de l'examen du BEM, divisée par deux», a-t-il fait savoir. S'agissant de l'important taux d'échec au niveau du cycle moyen (plus de 43%), l'invité a indiqué que des efforts

sont faits pour le diminuer d'année en année, ajoutant que les élèves ayant échoué à celui-ci sont, de plus en plus, orientés vers ces cycles de formation professionnelle. A propos de l'éventualité de suppression de cet examen, le représentant du ministère de l'Education a signalé qu'une commission est en train de finaliser un projet consacré à cette question. Dans le même cadre, la Gendarmerie nationale a mis en place un dispositif sécuritaire spécial pour sécuriser le déroulement des examens de fin de l'année scolaire 2018 et réunir les conditions de réussite de ce rendez-vous scolaire. Dans ce contexte, le Commandement de la Gendarmerie nationale a mis en service un dispositif opérationnel spécial pour la réussite de cette opération, en mobilisant des moyens humains et matériels afin de garantir le bon déroulement de ces examens au niveau des 48 wilayas du pays, et ce, à travers la sécurisation des centres d'examen et leurs alentours, qui se situent dans le territoire de compétence de la Gendarmerie nationale, l'escorte et la protection de l'opération de distribution des sujets d'examen, à partir des directions de l'éducation à destination des centres d'examens. Ce plan consiste aussi à garantir la protection et l'escorte des sujets d'examen transportés par avion au profit des centres d'examen qui se trouvent dans les régions du Sud et le Grand-Sud, la sécurisation et le transport des feuilles de réponse à partir des centres des examens aux directions de l'éducation et des directions de l'éducation aux centres de correction. Il est à rappeler que le taux de réussite à l'examen du BEM au niveau national l'année dernière était de 56,33% parmi les 566 221 candidats.

Plus de 4 600 détenus passeront l'examen du BEM

PLUS de 4 600 détenus passeront aujourd'hui les épreuves de l'examen du Brevet d'enseignement moyen (BEM), session 2018, à travers 43 établissements pénitentiaires agréés par le ministère de l'Education nationale comme centres d'examen officiels, indique hier un communiqué du ministère de la Justice. La même source précise que «4 698 détenus passeront lundi les épreuves de l'examen du BEM (session juin 2018) à travers 43 établissements pénitentiaires agréés par le ministère de l'Education nationale comme centres d'examen officiels», ajoutant que «le coup d'envoi de l'examen sera donné à l'Etablissement de rééducation et de réadaptation d'El Harrach (Alger)». Ces épreuves, supervisées par l'Office national des examens et concours (Onec), seront encadrées par des fonctionnaires du secteur de l'Education nationale, conformément aux dispositions de la convention conclue entre les deux secteurs, souligne le communiqué, rappelant que les candidats aux examens du BEM et du baccalauréat avaient bénéficié de séances de préparation psychologique et de conseils pour les révisions. L'année scolaire 2017-2018 enregistre «42 937 inscrits dans l'Enseignement général, dont 34 035 suivant un enseignement à distance, 1 554 des études universitaires et 7 348 en classes d'alphabétisation». Selon la même source, 4 391 détenus se présenteront aux épreuves de l'examen du baccalauréat. Le nombre d'inscrits dans les filières de la formation professionnelle et artisanale au titre de la même année scolaire est de 39 040 détenus, y compris ceux inscrits au titre de la session de février 2018.

M. L.

Meriem Benchaouia

L. A. R.

Après des «négociations fructueuses» avec la tutelle

Les médecins résidents reprennent la garde le 3 juin

■ Assistons-nous à l'épilogue d'un long épisode noir de l'histoire du secteur de la Santé ébranlé depuis l'automne dernier par de vastes mouvements de protestation sans précédent pour lesquels le bras de fer a été en faveur des médecins résidents ? C'est en tout cas ce que laisse espérer cette annonce du Camra qui se dit prêt à reprendre les permanences des gardes la semaine prochaine.

Un conflit qui n'a que trop duré...



Par Lynda Naili

Les médecins résidents, en grève depuis le mois de novembre, ont décidé de reprendre l'activité de garde à partir du 3 juin prochain, sous condition de «négociations fructueuses», selon un communiqué du Collectif autonome des médecins résidents algériens (Camra) rendu public hier matin.

A ce titre, conditionnant la reprise des gardes au niveau des hôpitaux par «un dénouement total en cas de propositions satisfaisantes» de la tutelle, les médecins résidents, dans leur communiqué, affirmant leur souci «de faire valoir leur esprit de dialogue qui permettrait une issue favorable à cette situation», et poursuivront-ils «après concertation de l'ensemble des membres du bureau national», ont décidé d'«une reprise de

l'activité de garde à partir du 3 juin». Une reprise tributaire, diront-ils «de négociations fructueuses» avec leur tutelle, qui devront se tenir avant cette date butoir. En effet, les médecins résidents n'excluent nullement «un dénouement total de la situation» pour peu que des propositions satisfaisantes leur soient présentées. En effet, avant-hier le bureau national du Collectif dans une réunion tenue pour

«évaluer le taux d'adhésion des médecins résidents» à ce débrayage déclenché depuis novembre dernier, dans un communiqué publié sur la page facebook du Camra, a qualifié d'«exemplaire» leur mouvement de grève. En outre, le collectif évoquant «une analyse objective et une vision globale dégagées lors de cette réunion», affirme pouvoir désormais «envisager les prochaines étapes avec une

sérénité et une volonté indéfectible». «L'histoire retiendra tous les sacrifices et les efforts consentis par tout un chacun pour la réussite du mouvement exceptionnel», déclare le collectif.

Ainsi, réaffirmant leur «entière disponibilité à des négociations concrètes dans le cadre d'un dialogue sincère avec le ministère de la Santé et le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique pour une solution satisfaisante à ce conflit», le collectif appellera «solennellement l'ensemble les médecins résidents à concrétiser et à consolider les valeurs de solidarité et de fraternité qui constitue la force et la fibre conductrice de ce mouvement historique». Ceci avant de «remercier les milliers de résidents qui ont durant six mois fait preuve d'une volonté inébran-

lable, clé d'un triomphe approchant à grands pas», estimera le Collectif.

Pour rappel, le département de Hasbellaoui avait appelé, début mai dernier, les médecins résidents grévistes à la «sagesse» et à la «retenue», regrettant leur refus d'assurer le service minimum au niveau des points d'urgence et de garde et rappelant que leurs revendications ont été «prises en charge». Manifestant «son engagement et sa disponibilité à la poursuite d'un dialogue responsable autour de revendications objectives et raisonnables», la tutelle avait toutefois déploré que «des représentants des praticiens résidents en sciences médicales formulent à chaque réunion de nouvelles revendications irréalistes dont la finalité tend à maintenir la situation actuelle de statu quo».

L. N.

LA QUESTION DU JOUR

Trump et ses volte-face

Suite de la page une

De sorte que si ses efforts ne sont pas couronnés de succès, il n'a plus qu'à alléguer le refus de l'Iran, ou même seulement sa mauvaise volonté de revenir à la table des négociations, pour disposer d'un bon prétexte de devenir le deuxième signataire de l'accord de 2015 à le dénoncer. Jusqu'à présent on ne sait pas si ses arguments en faveur d'un deuxième accord ont été entendus par ses interlocuteurs, en particulier la Chine et la Russie, ou si au contraire ils les ont laissés indifférents. On en saura plus par la suite de toute façon. Cela dit, la deuxième volte-face de Trump, celle qui l'a ramené à son point de départ, est déjà en puissance dans la première. Il suffit de relire la lettre adressée à Kim, dans laquelle il lui annonce l'annulation de leur sommet, pour s'en convaincre. En effet, elle est écrite avec une encre soigneusement expurgée de toute aspérité susceptible d'écorcher la sensibilité à vif de son destinataire ; elle laisse éclater un tel regret que la rencontre projetée ne puisse avoir lieu ; elle laisse si grande ouverte la porte devant sa tenue ultérieure ; elle flatte à ce point l'ego de son destinataire que celui-ci n'a plus qu'une seule envie : se rendre aux raisons de son auteur. D'ailleurs, si Trump ne tenait pas tant à cette rencontre, ce n'est pas par une lettre qu'il l'aurait fait savoir. Le moins que l'on puisse dire est qu'il n'a pas fait preuve des mêmes attentions envers les sentiments des Iraniens lorsqu'il a annoncé son retrait de l'accord de 2015. Au contraire, il a parlé d'eux à cette occasion dans des termes qu'il aurait peut-être utilisés pour fustiger l'ennemi non pas seulement de son pays et de ses alliés mais du genre humain. Car il y a toujours un côté prédicateur chez un président américain. Dans son speech de retrait ne préfigurait nul retournement comme dans sa lettre au président Kim.

M. H.

Depuis leur ouverture à l'occasion du ramadhan

Franç succès des marchés de proximité auprès des citoyens

Répartis sur les localités suivantes : 1^{er}-Mai, place Kettani de Bab El Oued, communes de Baraki, de Bab Ezzouar, de Birtouta, de Ain Benian, les marchés de proximité connaissent depuis leur ouverture une grande affluence de la part des citoyens en raison des prix réduits des aliments que les 5 500 opérateurs économiques proposent. Les marchés de proximité et de solidarité organisés à l'occasion du mois de ramadhan dans la wilaya d'Alger connaissent un succès fulgurant auprès des habitants de la capitale qui s'y rendent pour acquérir différents produits alimentaires à des prix inférieurs à ceux proposés dans les autres marchés. En effet, à l'image de celui de Bab El Oued «place Kettani» où près de 300 commer-

çants exposent chaque jour, depuis le commencement du mois de ramadhan leurs marchandises dans les différents stands, ou celui des autres communes d'Alger, le marché d'Ain Benian accueille nombre de stands soutenus par l'Ansej, outre un stand consacré à l'Office national interprofessionnel des légumes et viandes qui a opté pour la commercialisation directe de ses marchandises au profit des consommateurs, outre un autre stand pour l'Office algérien interprofessionnel des céréales. Plusieurs citoyens préfèrent se promener entre les stands du marché en quête d'une meilleure offre, à l'image de la pomme de terre et de l'ail cédée à 40 DA, courgette 85 DA, poivron 85 DA, concombre 85 DA, oignon 50 DA,

laitue 120 DA, betterave 85 DA, dattes 250 DA, citron 280 DA et carottes 75 DA. Par ailleurs, le visiteur du marché peut relever que le prix des viandes au niveau de l'unique rayon qui leur a été consacré, varie légèrement des prix pratiqués dans d'autres marchés, où le prix de l'agneau local est à 1 250 DA. Alors que le prix de la viande de veau importé est de 890 DA et celui de la viande de bœuf est de 980 DA. Un autre rayon a été consacré aux poissons congelés avec des prix concurrentiels variant entre 200 DA et 750 DA dont les crevettes, les fruits de mer, le calamar et le saumon. Selon les visiteurs, les prix sont raisonnables pour quelques produits à l'image des pâtes, des fruits et des légumes, où il existe une différence de 30

DA entre les prix de ce marché et ceux des autres marchés, en l'occurrence le riz 90 DA, les pois chiches 300 DA, les lentilles 145 DA, les haricots 145 DA, la margarine 210 DA la boîte de 500 g et les pâtes 40 DA la boîte de 500 g. Malek, père de deux enfants a indiqué qu'il se rend tous les deux jours au marché afin de faire ses emplettes soulignant que le marché de solidarité est une occasion pour les fabricants et les producteurs de faire connaître leurs produits «et ce pour permettre au consommateur de retrouver confiance dans le produit local». Cet espace commercial a permis aux familles d'acheter différents produits alimentaires à des prix assez bas par rapport à ceux proposés au niveau des autres marchés, puisqu'ils se vendent du

producteur au consommateur directement, sans intermédiaire, a-t-il ajouté, appelant à la nécessité d'améliorer, l'année prochaine, les conditions du marché de solidarité, superficie, parking, etc. pour rappel, afin d'assurer le bon déroulement et la sécurité alimentaire des consommateurs algériens, le représentant de la direction du commerce de la wilaya d'Alger, Ayache Dahar, avait indiqué que pas moins de 332 brigades de contrôle de la qualité et de la répression de la fraude ont été mobilisées et sont déjà présentes sur le terrain dans l'ensemble des marchés de proximité et grandes surfaces de la capitale, dans le cadre de la protection du consommateur et l'organisation et la régulation du marché.

Thinherine Khouchi

En vue de sa tenue le 12 juin à Singapour

D'intenses tractations pour le sommet Trump-Kim

■ D'intenses tractations et démarches diplomatiques sont en cours pour la tenue du sommet historique entre le président américain Donald Trump et le leader nord-coréen Kim Jong Un, le 12 juin à Singapour, comme prévu initialement, afin d'aborder la question de la dénucléarisation de la péninsule coréenne, après que le président américain ait décidé vendredi de revenir sur sa décision de son annulation.

Par Fahem T.

La rencontre surprise de ce samedi entre le président sud-coréen Moon Jae-in et le leader nord-coréen, dans la zone démilitarisée entre leurs deux pays, a donné de l'espoir pour l'aboutissement

Avec Ooredoo, profitez des promos inédites Voix et Internet spéciales Ramadhan
Internet et appels illimités à partir de 60 DA seulement

60 minutes d'appels vers tous les réseaux à 100 DA seulement

Ooredoo, innovateur technologique, enrichit le quotidien de ses clients à l'occasion du mois de Ramadhan et lance des promotions inédites leur permettant de profiter de l'Internet mobile et d'appels en illimité durant tout le mois sacré aux meilleurs tarifs.

Pour plus de flexibilité, Ooredoo propose à ses clients des forfaits adaptés à leurs besoins. Ainsi, les clients souhaitant profiter d'Internet et d'appels en illimité, peuvent choisir parmi les deux formules proposées: **PROMO Haya ! 60** : Pour 60 DA seulement, le client bénéficie d'appels illimités vers Ooredoo et de 200 Mo d'Internet, valables 2 heures. **PROMO Haya ! 100** : Pour 100 DA, le client bénéficie d'appels illimités vers Ooredoo, d'un accès illimité à Facebook et Messenger et de 100 Mo d'Internet, valables 24 heures.

Pour répondre aux attentes des clients voulant bénéficier d'appels à moindres coûts durant ce mois sacré, Ooredoo lance également son offre promotionnelle «60 min vers tous à 100 DA» offrant 60 minutes d'appels vers tous les réseaux nationaux valables 24 heures à partir de l'heure d'achat pour 100 DA seulement. Pour profiter de ces promotions, le client Ooredoo peut souscrire en toute simplicité à la formule qui lui convient en composant le code *151# ou en se connectant sur : choof.ooredoo.dz

Avec ces promotions spéciales Ramadhan, accessibles dans le territoire national, Ooredoo apporte à ses clients sa vision digitale innovante qui leur permet de communiquer en toute liberté avec leurs familles et proches. **Communiqué**

de ce projet qui fait couler beaucoup d'encre depuis son annonce en début mars dernier. En effet, les démarches pour l'organisation de ce sommet s'accélérent et confirment l'intention réelle des dirigeants américain et nord-coréen de se réunir comme souhaité le 12 juin à Singapour. La Corée du Sud a joué donc un rôle déterminant dans l'évolution positive de ce dossier, en tentant depuis l'annonce de l'annulation de ce sommet par le président américain d'aplanir les différends et de rapprocher les positions des deux parties. Le président sud-coréen, Moon Jae-in, qui a rencontré le dirigeant nord-coréen dans la zone démilitarisée entre leurs deux pays, a assuré que Kim Jong Un l'avait contacté pour organiser cette rencontre, «sans aucune formalité». «Il (...) a exprimé l'intention d'en finir avec l'époque de la guerre et de la confrontation au travers de la réussite du sommet entre le Nord et les Etats-Unis et de coopérer pour la paix et la prospérité», a déclaré M. Moon à Séoul, précisant que l'entretien s'est déroulé pendant deux heures dans le village de Panmunjon. «Kim Jong Un a remercié de son côté Moon Jae-in pour les grands efforts qu'il a faits en vue de l'organisation du sommet Corée du Nord/Etats-Unis et exprimé sa détermination à tenir ce sommet historique», a rapporté l'agence de presse sud-coréenne. Il faut souligner que la réaction mesurée de la Corée du Nord juste après l'annonce de l'annulation de ce sommet faite jeudi par le président Trump avait beaucoup aidé à la relance des tractations. Pyongyang avait laissé la porte grande ouverte à la tenue d'une éventuelle rencontre au sommet,



en soulignant dans une déclaration officielle que le pays est toujours prêt à dialoguer avec Washington et «à tout moment», tout en estimant que la décision de l'annulation du sommet prise par les Etats-Unis est «extrêmement regrettable». Cette déclaration a été suivie peu après par l'annonce du démantèlement complet de son site connu d'essais nucléaires, et ce, en présence des médias internationaux.

Des équipes sur le terrain pour tout mettre en œuvre

La réaction de la Chine, impliquée dans ce processus de rapprochement entre les deux pays, a aussi contribué à la relance des pourparlers. Pékin avait appelé les deux parties à des «gestes de bonne volonté» et à

la «patience», précisant que «la récente détente dans la péninsule coréenne a été chèrement payée et que le processus de règlement politique est face à une rare chance historique». Face à ces développements et réactions tempérées, le locataire de la Maison-Blanche a fini par changer d'attitude en reconnaissant que c'est une «très bonne nouvelle de recevoir la déclaration chaleureuse et productive de la Corée du Nord». Se montrant cette fois-ci optimiste, il a affirmé vendredi à la presse que les choses «avancent très bien» et que l'objectif d'organiser le sommet le 12 juin à Singapour «n'a pas changé». D'ores et déjà, de prochains pourparlers inter-coréens «à haut niveau» auront lieu dans les prochains jours afin de focaliser sur les préparatifs et les dossiers de ce sommet. D'autres sources médiatiques

ont rapporté qu'une trentaine d'employés de la Maison-Blanche et du département d'Etat devraient se rendre ce dimanche à Singapour pour préparer le sommet. La porte-parole du président américain, Sarah Sanders, qui s'est exprimée à ce sujet, a confirmé «l'envoi d'une équipe de reconnaissance de la Maison-Blanche pour Singapour si jamais le sommet devait se tenir». Il reste maintenant aux deux pays de s'entendre sur la dénucléarisation de la péninsule coréenne. Washington exige une «dénucléarisation complète, vérifiable et irréversible» de la part du Nord. Pyongyang a assuré, quant à lui, qu'il ne renoncerait jamais à son arsenal nucléaire tant qu'il ne se sentirait pas en sécurité face au déploiement militaire américain dans la région.

F. T./APS

Accord Opep-non Opep

Un taux de conformité record de 152%

La production pétrolière de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et ses dix partenaires non-Opep a atteint en avril dernier un niveau de conformité record de 152%, suite à leurs engagements de réduction, a indiqué l'Opep dans un communiqué publié sur son site web. «Les 24 pays producteurs de l'Opep et les pays non membres de l'Opep participant aux ajustements volontaires de la production continuent de maintenir des niveaux de conformité exceptionnels aux termes de la déclaration de coopération historique de décembre 2016. Ils ont atteint un niveau de conformité de 152% au cours du quatrième mois de la deuxième année de la déclaration de coopération», selon le Comité ministériel conjoint de suivi de l'accord Opep-non Opep (JMMC). Ce

taux élevé démontre l'engagement des pays participants à rétablir la stabilité du marché, qui est destinée à servir les intérêts à long terme des producteurs, des consommateurs et de l'économie mondiale, note la même source. D'autre part, le Comité a reconnu les «préoccupations croissantes exprimées par certains pays importateurs et consommateurs concernant les pénuries potentielles sur le marché mondial du pétrole» et a demandé au Comité technique mixte (JTC), soutenu par le Secrétariat de l'Opep, «de continuer à surveiller de près le marché pétrolier et de signaler tout changement fondamental». Le JMMC, qui regroupe l'Algérie, le Koweït, le Venezuela, la Russie et Oman, a réaffirmé l'engagement des pays participants à la stabilité du marché et à la sécurité énergétique de l'économie

mondiale. En outre, le Comité a examiné la discussion du JTC concernant les mesures alternatives et / ou ajustées pour mesurer la stabilité du marché au moyen d'un seul indicateur». Par ailleurs, les membres du Comité se sont déclarés satisfaits des résultats globaux, mais ont noté que «la performance de chaque pays n'était pas uniforme». Ils ont une fois de plus souligné «l'importance d'une performance uniforme dans tous les pays». Pour rappel, le JMMC a été créé à la suite de la 171e Conférence ministérielle de l'Opep du 30 novembre 2016 et de la «Déclaration de coopération» de la réunion ministérielle mixte Opep-pays non membres de l'Opep tenue le 10 décembre 2016. Le JMMC est chargé de

veiller à ce que ces objectifs soient réalisés grâce à la mise en œuvre des ajustements volontaires de la production du pétrole des pays Opep et non Opep. L'accord Opep-non Opep, conclu à Vienne entre les 14 membres de l'Organisation et 10 autres producteurs de pétrole, Russie en tête, a pour objectif de baisser le niveau de production de 1,8 million de barils par jour afin de réduire l'excédent d'offre de brut sur le marché et soutenir les prix. Cet accord, qui court jusqu'à la fin 2018, a permis de réduire l'abondance de l'offre et de pousser les prix vers le haut, le baril atteignant les 70 dollars contre 30 dollars en janvier 2016. La prochaine réunion du comité est prévue le 21 juin prochain à Vienne, alors que la 10e réunion se tiendra à Alger en septembre 2018.

Yanis G.

Prix à la consommation

L'inflation moyenne annuelle à 4,3%

■ L'évolution des prix à la consommation en rythme annuel a été de 4,3% jusqu'à avril 2018, a appris l'APS auprès de l'Office national des statistiques (ONS).



Ph/D. R.

Par Filali A.

L'évolution des prix à la consommation en rythme annuel en avril 2018 est le taux d'inflation moyen annuel calculé en tenant compte de 12 mois allant de mai 2017 à avril 2018 par rapport à la période allant de mai 2016 à avril 2017. Quant à la variation mensuelle des prix à la consommation, c'est-à-dire

l'évolution de l'indice du mois d'avril 2018 par rapport à celui du mois de mars 2018, elle a augmenté de 0,6%. En termes de variation mensuelle et par catégorie de produits, les prix des biens alimentaires ont inscrit une hausse de 1,1% en avril dernier. A titre d'exemple, les prix des produits agricoles frais ont grimpé de 2,3% en raison, essentiellement, de l'augmentation des prix des fruits (+6,6%)

et des légumes (+5%) et de la viande de poulet (+10%). En revanche, certains produits ont affichés des variations négatives, principalement la pomme de terre (-7,8%) et les œufs (-3,9%). Pour les prix des produits alimentaires industriels (agroalimentaires), ils ont enregistré une relative stagnation, selon l'ONS. Par ailleurs, les prix des produits manufacturés ont évolué de 0,2% alors que les services ont

connu une stagnation. Par groupe de biens et services, les prix des meubles et articles d'ameublement ont haussé de 1,5%, alors que ceux du groupe éducation-culture-loisirs ont augmenté de 0,3%. Les prix du reste des produits se sont caractérisés par des stagnations, selon la même source. Pour rappel, la loi de finances 2018 prévoit une inflation de 5,5%.

F. A./APS

Investissement

Trois marchés potentiels en vue pour le GNL sénégal-mauritanien

Le gaz naturel liquéfié (GNL) qui sera produit dès 2021 au large de la frontière maritime entre le Sénégal et la Mauritanie à partir du projet Tortue FLNG, pourrait être vendu sur les mar-

chés demandeurs de l'Europe, d'Amérique latine ou d'Asie, a indiqué le directeur du développement des activités de gaz en amont de British Petroleum (BP), Andres Guevara. «Je présume

que les acheteurs potentiels vont penser à l'Europe pour une raison très simple : la proximité. Mais l'emplacement de Tortue offre également des options pour un marché sud-américain

en pleine croissance où nous voyons en particulier le Brésil devenir un importateur de GNL. «Aussi l'emplacement de Tortue nous permet-il d'être compétitif en Asie», a affirmé le responsable dans une interview accordée au site d'information spécialisée Natural Gas World.

Le projet qui devrait entrer en service en 2021, devrait permettre de produire dans une première phase entre 2,3 et 2,5 millions de tonnes par an (Mtpa) de GNL.

Les revenus tirés de l'exploitation du gaz transfrontalier seront partagés équitablement entre les gouvernements sénégalais et mauritanien.

R. G.

Ethiopie

Un niveau record des exportations de légumineuses

L'Ethiopie a exporté 340 000 tonnes de légumineuses, en 2016-2017, soit 32 000 tonnes de plus que la saison dernière et un nouveau niveau record après les 318 000 tonnes expédiées en 2012-2013, a révélé le Département américain de l'agriculture (USDA). Le pays des Négus a fait ainsi rentrer 255

millions de dollars de recettes en devises grâce au sous-secteur durant la période concernée, selon l'USDA. Les principaux produits exportés ont été le haricot rouge sec (50% du volume total) et le pois chiche (25%). Concernant les destinations phares, le Département américain de l'agriculture cite le

Pakistan, le Kenya, l'Inde, le Yémen et la Russie. En Ethiopie, les légumineuses occupent le troisième rang en termes de devises générées après le café et les oléagineux. Le pays est le second producteur mondial de féverole et le sixième fournisseur de pois chiches de la planète.

Y. B.

Changes

Erdogan appelle les citoyens turcs à échanger leurs devises étrangères en livres

Le président turc Recep Tayyip Erdogan a exhorté samedi les Turcs à échanger leurs devises étrangères en livres turques afin de soutenir la monnaie qui s'est fortement dépréciée ces dernières semaines. «Mes frères, que ceux d'entre vous qui ont des euros ou des dollars sous leur oreiller aillent investir leur argent dans la livre», a-t-il appelé, lors d'un meeting à Erzurum (Est) pour les élections présidentielle et législatives du

24 juin. Cette déclaration survient au moment où la livre turque s'est fortement dépréciée, perdant plus de 16% de sa valeur en un mois, sur fond d'inquiétude des marchés face à l'interventionnisme du président Erdogan. La livre turque, qui s'échangeait à 4,7 TRY contre un dollar en fin de semaine, s'est brièvement échangée à 4,92 contre le billet vert mercredi mais a compensé une partie de ses pertes après un relèvement inat-

tendu d'un des principaux taux d'intérêt par la Banque centrale. Les économistes appelaient cette hausse de leurs vœux depuis des mois, mais M. Erdogan s'y opposait fermement, appelant au contraire à une baisse des taux d'intérêt pour enrayer l'inflation à deux chiffres. Ankara n'a eu de cesse d'imputer la chute de la livre à un «complot» fomenté par des puissances étrangères pour affaiblir la Turquie. «Ohé le secteur finan-

cier, si vous pratiquez ce genre de jeux, de manipulations contre nos investisseurs et nos entrepreneurs, sachez que vous en paierez le prix fort», a mis en garde M. Erdogan samedi. Le président turc avait déjà appelé ses citoyens à échanger leurs devises étrangères en livres turques en décembre 2016, lorsque la livre s'échangeait à 3,51 TRY contre le dollar, un record à l'époque.

Ali T.

Pétrochimie Le Ghana s'intéresse à l'industrie pétrochimique

LE PRÉSIDENT ghanéen, Nana Akufo-Addo a affirmé que les déchets pétroliers issus du processus de production de l'or noir, seront bientôt utilisés pour créer des actifs, notamment dans la pétrochimie. «Nos champs pétroliers nous fournissent l'opportunité parfaite de créer une industrie pétrochimique au Ghana», a déclaré à Londres M. Akufo-Addo, lors du Sommet Afrique de la London Business School, tenu sous le thème «Le rôle important de l'industrialisation». Pour l'instant, un projet de construction d'une usine pétrochimique est en cours d'élaboration, à en croire le dirigeant. Il permettra de produire à l'échelle industrielle pour les marchés local et régional des plastiques, de la peinture, du caoutchouc, des engrais, des détergents, des colorants, du textile et du bitume pour la construction des routes. Si aucune date n'a été annoncée pour la mise en œuvre de ce projet, le président Akufo-Addo a expliqué que le pétrole ghanéen présente l'opportunité parfaite de transformer la structure de l'économie ghanéenne à travers l'industrialisation et les activités commerciales à valeur ajoutée. Hacène G.

Pour 360 MW de centrales éoliennes en Afrique du Sud La Banque mondiale apporte sa garantie

L'AGENCE multilatérale de garantie des investissements, une des branches du groupe de la Banque mondiale a octroyé une garantie de 73 millions de dollars à des projets de construction de centrales éoliennes en Afrique du Sud.

Cette garantie couvre la construction, l'exploitation et la maintenance des trois centrales bénéficiaires contre les risques d'expropriation, d'inconvertibilité et de restriction sur les transferts, de rupture de contrat et de troubles sociopolitiques. S'étendant sur une durée de 15 ans, elle protège ainsi les investissements réalisés par Lekela Power PV, l'une des entreprises impliquées dans le projet, a affirmé la Banque mondiale. Les infrastructures concernées par la garantie ont une capacité combinée de 360 Mega watts (MW).

Il s'agit de la centrale éolienne de Noupoort d'une capacité de 80 MW en service depuis 2016, de Khobab et de Loeriesfontein en service depuis 2017, de 140 MW de capacité chacune.

H. Y.

Oran

Des autorisations provisoires pour renforcer le transport durant le ramadhan

■ Des autorisations provisoires seront accordées pour renforcer le transport urbain et suburbain à travers nombre d'agglomérations et quartiers d'habitation de la wilaya d'Oran en cas de besoins pressants durant les soirées du mois de ramadhan, a-t-on appris du directeur des transports, Rezzoug Mokhtar.

Par Adel H.

Des autorisations provisoires seront octroyées pour renforcer le transport au niveau de plusieurs pôles urbains et quartiers d'habitations, à l'instar de la commune de Misserghine, la cité des 200 logements (Es-Sénia), ainsi que des communes côtières et ce, en fonction des demandes, a indiqué à l'APS M. Rezzoug. En cas de réception, par les présidents d'APC, de demandes sur des lignes de transport dans les nouvelles zones urbaines et quartiers qui connaissent une baisse de rotation des bus, notamment durant le mois de ramadhan, des autorisations seront accordées pour renforcer ces directions, que ce soit à l'Entreprise de transport urbain et suburbain (Etuso) ou à des transporteurs privés, a-t-il ajouté.

La direction des transports entend renforcer quelques lignes urbaines, telles que la «79», celle reliant la ville d'Oran à Oued Tlélat-Station El Bahia, Medina Jdida et Oued Tlélat, en raison du flux important d'usagers issus du chef-lieu de wilaya, des populations ayant connu un transfert massif et ce, dans le

cadre de l'opération de relogement, ainsi que le changement de la ligne 18 reliant haï Sidi El Houari et Medina Jdida et Yaghmoracen sur la base de propositions formulées par les transporteurs, a-t-il souligné. Une étude est en cours pour l'extension de la ligne «B», considérée comme la ligne la plus longue de la wilaya, qui relie la localité de «Hassi», à l'ouest d'Oran, à



haï Es-sedikia, a indiqué Mokhtar Rezzoug, soulignant que cette étude technique permettra de

contenir les flux que connaît cette ligne auprès des usagers, vu le nombre croissant des habi-

tants des nouvelles cités urbaines, dont «El Yasmine» et «Es-Salem».

A. H./APS

ANSEJ de Chlef

Levée du gel sur les filières aviculture et froid

L'antenne de Chlef relevant de l'Agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes (Ansej) a levé le gel concernant les filières de l'aviculture, du froid et du stockage, ouvrant ainsi la perspective aux jeunes d'investir ces secteurs grâce à un soutien de ce dispositif, a-t-on appris samedi de son directeur. Selon Abdelkader Ghomri, cette levée de gel, approuvée par la Direction générale, a été dictée par la grande demande exprimée à l'échelle locale sur les activités agricoles, dont notamment l'aviculture, le froid et le stockage.

Après avoir relevé que l'opportunité est désormais ouverte aux diplômés universitaires dans les filières agricoles, de même qu'aux diplômés du secteur de la formation professionnelle, détenteurs d'un CAP (Certificat d'aptitude professionnelle) pour bénéficier d'un soutien et d'un accompagne-

ment dans ces domaines, le même responsable a ajouté que cette démarche vient pour couvrir les besoins du marché local du travail, mais aussi encourager les activités afférentes aux projets agricoles et ce, conformément à la stratégie du gouvernement et au caractère foncièrement agricole de la wilaya.

Selon les chiffres fournis par M. Ghomri, 22 projets dans différentes filières agricoles ont été agréés au financement par l'Ansej de Chlef durant le premier trimestre 2018, un bilan qualifié de «positif» comparativement au nombre de projets agréés à la même période de l'année dernière, «soit seulement quatre», a-t-il indiqué.

Toujours au titre des efforts visant l'encouragement de l'investissement agricole, le même responsable a signalé la formation de 130 agriculteurs (culture maraîchère), à la même période, en collaboration avec la

Direction de la formation professionnelle.

Par ailleurs, M. Ghomri a relevé que certains bénéficiaires du dispositif de l'Ansej investissent dans des domaines agricoles dans des wilayas voisines en raison du manque de lopins de terre arables ou encore l'impossibilité de leur exploitation selon la réglementation en vigueur, précisant qu'une action est en cours en coordination avec la Direction du cadastre en vue d'affecter des lots de terrain relevant du domaine de l'Etat au profit des jeunes désirant investir dans la wilaya. Les projets agricoles financés par l'Ansej en 2017 à Chlef ne dépassent pas un taux de 22%. Les services de l'Agence ont pour objectif de financer près de 50 à 60% des projets agricoles pour cette année 2018, a ajouté le même responsable.

Hani T.

Été à Mostaganem

Réception de 44 camps pour la prochaine saison

Pas moins de 44 camps d'été, d'une capacité d'accueil globale de 18 000 lits, seront réceptionnés lors de la prochaine saison estivale dans la wilaya de Mostaganem, a révélé samedi la directrice de wilaya du tourisme et de l'artisanat, Hayat Maameri.

«Les mesures de concession concernant l'ouverture et l'aménagement de ces camps d'été

sont en phase avancée de réalisation, notamment à Sidi Lakhdar qui compte plus de 15 camps», a indiqué M^{me} Maameri à l'APS.

Ces camps d'été, qui s'ajoutent à six autres d'une capacité de 1 750 lits, permettront cette année l'accueil d'un grand nombre de familles et estivants dans des conditions propices et à des prix raisonnables, a-t-elle poursuivi.

Ces structures permettront cet été d'augmenter la capacité d'accueil de la wilaya de Mostaganem à 28 000 lits, dont 4 800 au niveau des hôtels, résidences et complexes touristiques et 5 200 aux centres de vacances, auberges de jeunes et établissements de solidarité, a-t-on relevé.

En outre, plus de 750 millions DA ont été débloqués pour

l'aménagement des espaces verts, revêtement des routes, réalisation de clôture pour le camp d'été et l'acquisition de matériel de nettoyage des plages, a-t-on ajouté.

Parallèlement à ces projets, la concession est accordée pour la création de 5 forêts de divertissement et de repos, en plus de l'équipement de 28 espaces au sein des forêts pour encourager

le tourisme de montagne, a encore révélé M^{me} Maameri.

Le wali de Mostaganem, Mohamed Abdenour Rabhi, a insisté sur la réception dans les délais impartis des camps réalisés à Bahara (commune de Ouled Boughanem) et Ain Brahim (Sidi Lakhdar), ainsi que ceux des communes de Benbadelmalek Ramdane, Ouréah (Mazaghran) et Mactaa (Fornaka).

Le wali a instruit des responsables locaux d'aménager des espaces boisés proches des plages, qui enregistrent en été une forte présence des familles et des estivants de la wilaya et d'autres régions.

La wilaya de Mostaganem a enregistré la saison estivale écoulée (2017), une affluence record d'estivants au niveau des 34 plages autorisées à la baignade avec plus de 16,5 millions d'estivants par rapport à 2016 qui a enregistré une affluence de 11 millions d'estivants.

May G.

G. Y.

Ecole des sous-officiers de Sidi Bel-Abbès

Grande affluence sur les portes ouvertes sur la Gendarmerie nationale

La manifestation «portes ouvertes» sur la Gendarmerie nationale, qui a pris fin samedi à l'Ecole des sous-officiers de la Gendarmerie nationale de Sidi Bel-Abbès, a enregistré une grande affluence du public, surtout de jeunes désirant accéder aux rangs de ce corps de sécurité.

Inscrite au titre du plan de communication adoptée par le Commandement de la Gendarmerie nationale, cette manifestation visant à faire connaître au citoyen l'établissement et les réalisations et structures dont dispose ce corps d'armée, a constitué une occasion pour informer les jeunes sur les

perspectives offertes dans les spécialités dispensées par l'école. Les jeunes ont salué cette initiative qui leur permet de prendre connaissance des conditions d'accès à différentes spécialités.

La chef du bureau d'information, de communication et d'orientation de l'école précitée, capitaine Ghrioua Belbey, a souligné que ces «portes ouvertes», organisées depuis trois jours, reflètent l'intérêt accordé par le Commandement de la Gendarmerie nationale à la communication, d'où cette affluence des citoyens. La manifestation est une occasion pour sensibiliser le citoyen sur

le service public rendu par le dispositif de la gendarmerie pour instaurer la paix et l'ordre public et l'implication des citoyens dans le système sécuritaire, a-t-elle ajouté, saluant les efforts du Commandement de la Gendarmerie nationale pour renforcer ses équipements, concrétiser différents plans de développement pour assurer une couverture sécuritaire idoine dans tous les domaines.

Plusieurs stands ont mis en exergue les missions et activités de cette école, outre des ateliers de recrutement, formation, police judiciaire, technique, sport, sécurité routière et exhibitions sportives.



Union africaine

Une délégation marocaine exclue d'une réunion à Addis-Abeba

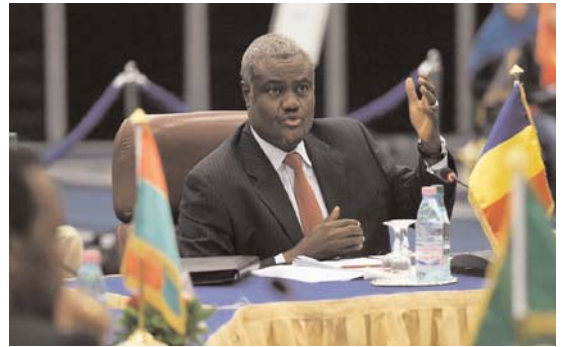
■ L'Union africaine (UA) a décidé samedi d'interdire l'entrée de tous les membres d'une délégation marocaine, ayant tenté de s'introduire de force à la réunion des ministres des Affaires étrangères de 15 Etats africains dont la République arabe sahraouie démocratique.

Par Safy T.

La RASD est concernée par la consultation autour du thème de la réforme institutionnelle de l'UA, en vertu de la résolution 687 issue du dernier sommet d'Addis-Abeba, rapporte l'Agence de presse sahraouie (SPS). La réunion qui s'est tenue à Addis-Abeba, en présence d'une délégation sahraouie conduite par le ministre de l'Eau et de l'Environnement, Brahim Mokhtar, a été retardée de deux heures, en raison d'une tentative de la délégation marocaine de s'introduire de force dans la salle, suscitant l'indignation des délégations présentes et des responsables de la Commission africaine. Après la tentative de la Commission africaine de convaincre la délégation marocaine que leur pays n'était pas convié à cette réunion dont la consultation concerne 15 Etats seulement, conformément à l'alinéa 3 de la résolution 687, issue du sommet des chefs d'Etat et de gouvernement en janvier 2018, le Maroc a indiqué qu'il est «déterminé à participer à la réunion aux côtés des 15 Etats concernés par le thème de la réforme, dont la RASD». Selon des sources informées citées par SPS, la présidente du Conseil exécutif de l'UA, ministre rwandaise des Affaires étrangères, a décidé de mettre fin aux provocations du Maroc et son attitude non diplomatique, en procédant

à un changement de salle et en renforçant les mesures sécuritaires pour interdire l'entrée des membres de la délégation marocaine. Le Maroc a échoué une fois encore à imposer ses choix à l'UA, alors que le président de la Commission de l'UA, Moussa Faki Mohamed, et la présidente du Conseil exécutif de l'UA ont déploré le retard accusé dans la tenue de la réunion, ont ajouté les mêmes sources. La réunion

consultative portera sur l'examen des nouveautés à apporter dans la mise en œuvre du projet de réforme de l'UA et les questions relatives au budget et aux finances, des questions prioritaires définies lors du sommet de l'UA et des Communautés économiques régionales, et ce, conformément au principe de dépendance et d'intégration. La RASD participe à la réunion à la tête d'une délégation dirigée par



le ministre de l'Eau et de l'Environnement, Brahim Mokhtar Boumakhroua, accompagné par MM. Lamine Baali, ambassadeur du Sahara occidental en Ethiopie et à l'UA et Dadi Essalek, attaché de presse culturel à la Délégation sahraouie auprès de l'Ethiopie et de l'UA. Le groupe des 15 Etats concernés par la consultation

sur la réforme institutionnelle de l'UA est composé de trois pays de chaque région, proposés par les cinq territoires. La République sahraouie a bénéficié de la confiance de la région de l'Afrique du Nord, ainsi que de l'Algérie et de l'Egypte, pour jouir de la qualité de membre dans ce groupe.

S. T.

Intergroupes parlementaires «Paix et liberté au Sahara occidental»

Appel à la tenue d'un référendum d'autodétermination

Les intergroupes parlementaires espagnols «Paix et liberté au Sahara occidental», réunis récemment à Saragosse, ont publié une déclaration dans laquelle ils renouvellent leurs engagements pour la cause du Sahara occidental et le droit du peuple sahraoui à un référendum d'autodétermination. Les membres des 14 intergroupes de Parlements régionaux espagnols ont réaffirmé dans leur document final leur engagement pour la cause sahraouie qui est basé sur les résolutions des Nations unies, sur le strict respect du droit international et le droit légitime du peuple sahraoui à l'autodétermination à travers un référendum, comme dernière étape du processus de décolonisation qui persiste depuis des décennies. Ils ont en outre rappelé que le Front Polisario est le représentant légitime et unique du peuple sahraoui, reconnu par l'ONU et la communauté internationale. Les parlementaires espagnols ont par ailleurs rappelé que le Sahara occidental est un territoire non autonome en vertu du droit international et n'a jamais appartenu au Maroc, et

par conséquent, ont-ils poursuivi, «nous exigeons la fin de l'occupation illégale du Sahara occidental et l'exercice du droit du peuple sahraoui à l'autodétermination». Ils ont, par ailleurs, exigé la libération immédiate des prisonniers politiques sahraouis en demandant que «les violations des droits de l'Homme cessent dans les prisons marocaines afin d'assurer l'intégrité physique et mentale des détenus», tout en exhortant le conseil des droits de l'homme de l'ONU à Genève à nommer «un rapporteur» sur les droits de l'Homme pour le Sahara occidental. Les parlementaires espagnols ont également dénoncé le pillage des ressources naturelles sahraouies en exhortant entreprises et pays à engager «des négociations avec le représentant légitime du peuple sahraoui, en l'occurrence le Front Polisario». Par ailleurs, la déclaration de Saragosse souligne que «comme tenu de la gravité de la situation au Sahara occidental, les fonctions et les compétences de la Minurso doivent être élargies». Pour ce faire, les parlementaires espagnols exhortent l'ONU «à doter la

mission du pouvoir de surveiller et de sauvegarder les droits de l'Homme de la population sahraouie dans les territoires occupés», tout en continuant à exiger de l'Union européenne de mettre en œuvre «la clause relative aux droits de l'Homme établie dans l'accord préférentiel avec le Maroc». Les parlementaires des intergroupes «Paix et liberté au Sahara occidental» ont enfin exhorté les institutions publiques de l'Etat espagnol à «continuer à accroître la solidarité et le soutien humanitaire à la fois aux réfugiés dans les camps et aux habitants sahraouis des territoires occupés tout en rappelant la responsabilité historique, juridique et politique de l'Etat espagnol dans la question sahraouie». Dans leur déclaration finale, les parlementaires espagnols se sont dits déterminés «à faciliter les relations institutionnelles et politiques de nos parlements avec le Parlement sahraoui» en s'engageant par ailleurs qu'une large représentation des intergroupes participera à la 43^{ème} édition de l'Eucoco qui sera tiendra durant le mois de novembre prochain à Madrid.

Moncef A.

Hassan Nasrallah :

Les allégations du Maroc contre le Hizbollah visent à faire pression sur l'axe irano-syrien

Les allégations du Maroc, sans apporter de preuves matérielles, sur un prétendu soutien militaire du parti libanais Hizbollah au Front Polisario «interviennent dans un contexte régional pour faire pression sur l'axe irano-syrien», a insisté le secrétaire général du parti, Hassan Nasrallah. Le SG du Hizbollah, qui intervenait à l'occasion de la fête de la résistance et de la libération, a déclaré à ce sujet que le Maroc n'a pas apporté de preuves matérielles (enregistrement, photos ou autres) pour étayer ses accusations, se contentant de présenter une liste de noms «donnés par Israël». Il a expliqué que le ministre marocain des Affaires étrangères, Nacer Bourita, lorsqu'il s'est rendu en Iran avant la rupture des relations diplomatiques, «n'a donné que les noms de personnalités supposées avoir apporté un soutien au Front Polisario, sans apporter de preuves matérielles». Hassan Nasrallah a démenti toute relation ou lien de son parti avec le Front Polisario, soulignant que sa position envers la cause sahraouie était «neutre» et que le

dossier présenté par Bourita à ce sujet était «vide». Il a ajouté que les allégations des autorités marocaines contre l'Iran «ne sont qu'une tentative pour satisfaire certaines parties tierces». Le porte-parole du ministère iranien des Affaires étrangères avait souligné, pour sa part, que «la persistance des allégations

éhontées et mensongères des responsables marocains pour justifier la rupture des relations diplomatiques entre le Maroc et l'Iran et les accusations répétitives totalement dénuées de fondement contre notre pays, sont une tentative visant à satisfaire des parties tierces». Bahram Qasimi avait catégoriquement

démenti jeudi passé les nouvelles déclarations du ministre marocain des Affaires étrangères, lors d'une interview accordée à la chaîne de télévision américaine Fox news. Pour lui, Bourita «sait bien que ces accusations sont fausses, infondées, et basées sur les illusions des autres parties qui l'incitent à

porter de fausses accusations pour servir les intérêts de leurs peuples, au détriment des intérêts du peuple marocain». «Insister sur ces allégations est une tentative futile qui finira par porter préjudice aux pays musulmans», avait indiqué le porte-parole du ministère iranien des Affaires étrangères. Mondji Y.

Libye

L'Algérie condamne avec force l'attentat terroriste qui a ciblé Benghazi

L'Algérie a condamné avec force l'attentat terroriste à la voiture piégée en ce mois sacré qui a ciblé une zone peuplée dans la ville de Benghazi faisant sept morts et des dizaines de blessés.

«Nous condamnons avec force l'attentat terroriste à la voiture piégée en ce mois sacré qui a ciblé une zone peuplée dans la ville de Benghazi, faisant sept morts et des dizaines de blessés au sein d'innocents civils», a indiqué le ministère des Affaires étrangères samedi soir dans un communiqué. «En présentant aux familles des victimes, au peuple libyen frère et au gouvernement

nos sincères condoléances tout en les assurant de notre entière solidarité et notre hostilité envers ces crimes odieux qui sont à l'opposé des valeurs morales de ce mois sacré, mois de clémence et du pardon», a ajouté le communiqué.

«Ces attentats ne sont que des tentatives vaines pour atteindre le moral du peuple libyen avec toutes ses composantes et n'ont pour but que d'empêcher la réconciliation nationale par le biais d'un dialogue global libyen-libyen, qui mettra fin à la crise qui perdure et que traverse ce pays frère, pour conserver son unité et sa souveraineté sur ses terres et

pour qu'il restaure la sécurité et la paix sur l'ensemble de son territoire», conclut le communiqué.

Une centaine de migrants s'échappent d'un camp tenu par des trafiquants dans l'ouest du pays

Plus d'une centaine de migrants se sont échappés cette semaine d'un camp tenu par des trafiquants dans la ville de Bani Walid, dans l'ouest de la Libye, ont affirmé des sources locales et des organisations internationales. L'ONG Médecins sans frontières (MSF) a fait état d'une

quinzaine de migrants tués et de 25 blessés dans leur fuite.

Située à 170 km au sud-est de la capitale Tripoli, la ville de Bani Walid est un lieu de transit pour les migrants clandestins en route vers les côtes, plus au nord, et compte une vingtaine de centres illégaux de détention ou de regroupement de migrants.

Ces centres sont tenus par des milices qui enlèvent les migrants dans les villes et les torturent avant de téléphoner à leurs familles sommées de payer des rançons, selon des sources locales et des ONG.

Ali T.



Pour briser le blocus israélien

Ghaza : départ demain d'un bateau humanitaire

■ Le mouvement palestinien baptisé «La Grande marche du retour» a annoncé dimanche le départ d'un bateau humanitaire à partir de mardi de la bande de Ghaza afin de briser le blocus israélien imposé à l'enclave palestinienne depuis plus de dix ans.

Par Rosa C.

«**N**ous annonçons le départ du premier navire depuis la bande de Ghaza vers le monde ce mardi à 11h00 (09h00 GMT). Le navire transportera un groupe de malades, des étudiants et des diplômés au chômage», a annoncé Salah Abd al-Ati, militant des droits de l'Homme et membre du comité d'organisation de la Grande marche du retour, cité par les médias. S'exprimant lors d'une conférence de presse organisée dans un port de pêcheurs à l'ouest de la ville de Ghaza, Salah Abd al-Ati a indiqué qu'il s'agit de la première initiative du genre lancée depuis Ghaza, sans donner la destination finale de ce bateau. Ce départ coïncide, a-t-il dit, avec le huitième anniversaire du massacre du Mavi Marmara. Le 31 mai 2010, des soldats de l'occupant isra-



Ph. D. R.

liens ont attaqué sauvagement le «Mavi Marmara», un navire affrété par une association turque

tuant 10 humanitaires turcs. Le ferry faisait partie d'une flottille internationale de six bateaux chargés d'aide humanitaire qui tentaient de briser le blocus imposé par Israël à la bande de Ghaza, depuis plusieurs années. Le départ du bateau mardi

consacrera «le lancement de la première ligne maritime entre Ghaza et le reste du monde et la mise en application des normes relatives aux droits de l'Homme qui assurent la liberté de mouvement», a souligné Salah Abd al-Ati. «Il est temps de mettre fin au

blocus», a-t-il dit, tout en demandant aux Nations unies, au Comité international de la Croix-Rouge et à l'Union européenne d'assurer la protection de ce voyage. L'occupant israélien impose depuis plus de 10 ans un blocus terrestre, aérien et maritime à la bande de Ghaza défiant ainsi la communauté internationale et les résolutions de l'ONU exigeant sa levée. Depuis le 30 mars dernier, les Palestiniens de la bande de Ghaza manifestent contre ce blocus et exigent le retour des réfugiés palestiniens spoliés de leurs terres en 1948 lors de la création de l'entité sioniste. Face à ces manifestations pacifiques, les forces d'occupation israéliennes ont procédé à des tirs à balles réelles tuant au moins 118 Palestiniens et blessant plus de 13 000 personnes suscitant une vive condamnation internationale dénonçant un «massacre à ciel ouvert» et réclamant l'intervention urgente du Conseil de sécurité pour protéger les Palestiniens.

R. C./APS



Points chauds

Partisans

Par Fouzia Mahmoudi

Que cela soit Donald Trump, Benjamin Netanyahu ou Recep Tayyip Erdogan, l'on a décidément les partisans que l'on mérite et les excès des premiers peuvent souvent être retrouvés chez ceux qui les soutiennent. Surtout chez ceux qui les soutiennent aveuglément, comme c'est souvent le cas pour les adorateurs des personnalités extrêmes. Et cette semaine, à un mois désormais des prochaines élections présidentielles anticipées, les partisans les plus férus du président turc ont tenu à lui rendre hommage en s'attaquant à une couverture du magazine français «Le Point» présente sur un kiosque, dans le centre-ville du Pontet (Vaucluse), comme l'attestent plusieurs vidéos publiées sur les réseaux sociaux. Sur cette une de l'hebdomadaire apparaît le portrait du dirigeant turc, avec comme titre : «Le dictateur». Une couverture qui a irrité une partie de la communauté turque de la ville, visiblement pro-Erdogan. Plusieurs personnes ont ainsi exigé le retrait de l'affiche auprès des autorités locales. La mairie du Pontet a jugé, dans un communiqué, «inacceptable» ces incidents. «Des menaces caractérisées à l'encontre de la kiosquière (ont été proférées), contre l'afficheur du prestataire spécialisé dans le mobilier urbain publicitaire et qui ont conduit ce dernier à retirer l'affiche de la une du «Point»» appesée sur le kiosque à journaux du centre-ville du Pontet. Joris Hebrard, le maire du Pontet, a demandé ce jour, au directeur régional de la société mise en cause de faire remettre l'affiche au plus tôt. En effet, on ne transige pas avec la liberté d'expression en France et encore moins au Pontet. L'affiche aura été finalement rétablie samedi et une vingtaine de gendarmes de la compagnie d'Avignon étaient sur place pour sécuriser les lieux. «Les pro-Erdogan demandent aux élus présents sur place et au directeur de cabinet du maire Joris Hebrard, Xavier Magnin, de retirer à nouveau cette une. Ce dernier vient de leur annoncer qu'il n'accéderait pas à leur demande en raison de la liberté d'expression. La situation est très tendue et certains membres de la communauté auraient menacé de revenir ce soir s'installer sur la place. Un dispositif de gendarmerie pourrait rester en place tout le week-end. Mais au vu des actions du président turc qui a emprisonné ces deux dernières années plusieurs milliers de ses compatriotes et qui continue à trouver toujours plus de moyens de nuire à ses opposants politiques, comment s'étonner du comportement de ceux qui soutiennent ses abominables actions. Si l'on continue à applaudir Erdogan après les preuves de plus en plus éloquentes et indiscutables de sa dérive vers un régime dictatorial, comment ne pas soi-même opter pour des méthodes qui coïncident avec le profil de celui que l'on soutient. Reste à savoir si d'autres partisans d'Erdogan décideront de mener les mêmes actions en qu'attaquant ailleurs à cette affiche ou si l'incident du Pontet ne restera qu'un cas isolé, alimenté par la stupidité de quelques supporters trop zélés. F. M.

Pakistan

Le pays s'oriente vers une normalisation de la vie politique

Le Pakistan, après avoir fixé le samedi soir au 25 juillet prochain la date des prochaines élections législatives, mettant fin à un interminable suspense, s'oriente vers une normalisation de sa vie politique. C'est la première fois dans l'histoire pakistanaise, marquée par de nombreux coups d'État militaires, que deux gouvernements civils successifs achèvent une législation complète. Le Pakistan «se dirige vers une normalisation politique» et la «transition pacifique d'une assemblée constitutionnellement élue à une autre, entamée en 2013, se poursuit», affirme l'universitaire Riffat Hussain à l'AFP. «Aucune complication du processus électoral» n'est à redouter «à part une catastrophe majeure», poursuit-il. «Les élections vont se dérouler à la bonne heure et le calendrier est bon», se réjouit l'éditorialiste Sohail Warraich. Les favoris du scrutin sont le parti au pouvoir, la Ligue musulmane du Pakistan (PML-N), fondée par l'ex-Premier ministre Nawaz Sharif, et le Tehreek-e-Insaf – ou PTI, qui signifie «Mouvement pour la justice au Pakistan» – conduit par l'ancien champion de cricket Imran Khan. Il est toutefois impossible de prédire à moins de deux mois du vote qui va l'emporter. «Une chose est claire, c'est que le nombre de sièges du PTI (à l'assemblée nationale, Ndlr) va s'accroître et que les sièges du PML-N vont diminuer», commente l'analyste Hasan Askari, interrogé par

l'AFP. «Mais dans quelle proportion, on ne peut pas le dire.» Quelques heures après l'annonce de la date du scrutin, communiquée samedi soir par le gouvernement sur son compte Twitter et confirmée à l'AFP par un porte-parole du bureau du président Mamnoon Hussain, le PTI annonçait sur Twitter «l'aube d'un nouveau Pakistan, qui ne sera pas gouverné par la corruption». «Arrêtez-vous si vous pouvez», lançait ce parti, dont le leader Imran Khan a fait de la lutte contre la prévarication l'un de ses principaux combats. Il promet également d'investir dans l'éducation et la santé. Hier, le PTI a également appelé dans un communiqué à des élections «libres, justes et transparentes». Le PML-N, qui n'a plus que quelques jours à passer au pouvoir, avant d'être remplacé par un exécutif intérimaire, qui gèrera les affaires courantes jusqu'au scrutin, est crédité d'un bilan positif. Sous la houlette du chef du parti Nawaz Sharif puis de son successeur à la tête de l'exécutif Shahid Khaqan Abbasi, la situation sécuritaire s'est très nettement améliorée. Le nombre de morts violentes a ainsi chuté de 70% en deux ans, tombant à quelque 2 000 victimes en 2017 contre près de 6 600 deux ans plus tôt, selon le CRSS, un centre de recherche pakistanaise. La grave crise énergétique que connaissait le pays, avec ses coupures d'électricité récurrentes, a été en grande partie résorbée. Récemment, un nou-

vel aéroport international a été inauguré à Islamabad. De multiples routes ont également vu le jour. Les cadres du PML-N affirment régulièrement que le parti a «tenu ses promesses». «Ce n'est que le deuxième parlement à terminer son mandat. Nous avons hâte d'aller devant le peuple pour qu'il donne son verdict sur nos performances», déclarait samedi soir à l'AFP le ministre des Finances Miftah Ismail. Mais le PML-N est aussi affaibli par de nombreux coups durs. En juillet dernier, la Cour suprême avait mis fin prématurément au troisième mandat de Nawaz Sharif à la tête du gouvernement, après des révélations sur de luxueux biens immobiliers détenus par sa famille via des holdings offshore. Pour la quinzisième fois en 70 ans du Pakistan, gouverné par l'armée près de la moitié de son histoire, un Premier ministre ne parvenait pas au terme de son mandat.

La justice a ensuite interdit M. Sharif de diriger le PML-N, puis de participer à tout scrutin à vie.

Son clan nie toute malversation. Il suggère que Nawaz Sharif est victime d'une conspiration ourdie par la puissante armée pakistanaise, dont il est un ennemi juré. Fin avril, le ministre des Affaires étrangères Khawaja Asif a également été destitué pour violation des règles électorales. Quelques semaines plus tard, un homme tirait sur le ministre de l'Intérieur Ahsan Iqbal à la fin d'un meeting. M. Iqbal se remet depuis lors de ses blessures.



Festival de la musique et de la chanson citadines à Annaba

Un public nombreux au rendez-vous

■ Sept soirées mélodieuses seront animées par une vingtaine d'artistes et quatre formations musicales issues des quatre coins du pays, dans le cadre du Festival national de la musique et de la chanson citadines, ouvert vendredi soir à Annaba. Cette manifestation artistique, organisée au mois de ramadhan, propose un programme musical qui varie entre l'andalou, le hawzi et le chaabi. Un public nombreux a marqué les deux premières soirées.

Par Abia Selles

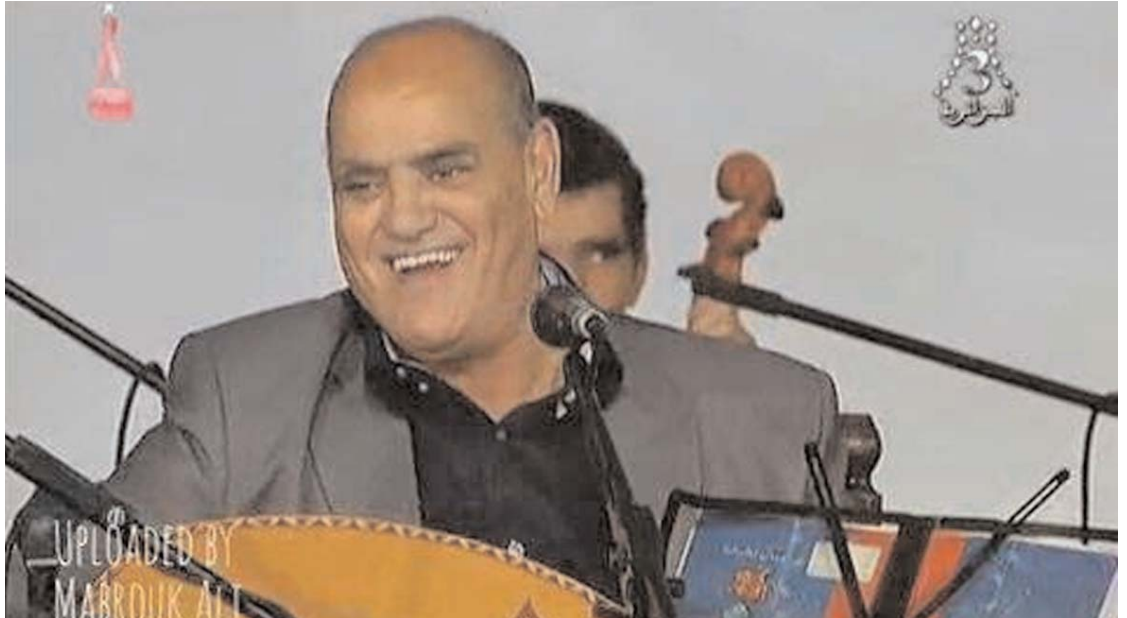
La ville de Annaba vit depuis vendredi soir aux rythmes de la musique algérienne. C'est dans le cadre du Festival national de la musique et de la chanson citadines qu'une vingtaine d'artistes et quatre formations musicales issues des différentes régions du pays prennent part à cet événement.

Abréviée par le théâtre régional Azzedine-Medjoubi, ce festival assure au public de la ville une animation artistique de haute facture.

Un public nombreux de toutes les tranches d'âge a marqué les deux premières soirées de cet événement. «Ce festival est notre principale bouffée d'oxygène depuis des années.

Des artistes de renom visite notre ville et animent des soirées qui nous marquent toujours», a déclaré un père de famille, soulignant que ses enfants adorent cet endroit. «Cet événement nous permet de passer des soirées conviviales en famille et avec les amis», ajoute une dame venue en famille.

En effet, le chanteur tunisien Ziad Gharsa a enchanté le public lors de la soirée inaugurale, avec des mélodies du patrimoine andalou authentique. Avec une touche particulière, cet artiste a transporté l'assistance en interprétant des chansons andalouses de sa composition, alliant



le malouf tunisien et le haouzi algérien, telles que «Haramt Alik Nouâssi», «Wahad Loughziel», «Wakfou labnet» et «Zed Ennabi». Il était suivi par l'artiste Mbarek Dakhla qui a interprété un bouquet de chansons malouf accompagnées par intermittence de danses présentées par les élèves de l'École de musique et de danse classique Hassan-El-Annabi ainsi que des chants religieux avec le mouchid Lazhar Razak.

La soirée de samedi était organisée au bonheur des mordus du chaabi et du malouf constantinois.

Ce dernier à ouvert la soirée avec la mélodieuse voix de Laouabdia Ahmed qui a gratifié l'assistance avec des textes inédits de ce patrimoine national, avant de céder la scène à deux grands artistes du chaabi. Le premier, Abderrahmane El Kobi, est monté sur scène avec son oud pour interpréter des kassi-

date des maîtres en la matière, à l'exemple d'El Anka, Guerrouabi et autres. L'assistance, composée en grande partie de mélomanes présents en force, a été séduite par la prestation du Cheikh qui a été longuement ovationné par le public venu en grand nombre exprimer sa passion et son amour pour ce style musical original. Toujours dans le style chaabi, la soirée a été clôturée par une prestation pleine de rythmes avec Chawki

Ferikh de l'école de Annaba.

Parallèlement au Festival national de musique et de la chanson citadines, qui se poursuivra jusqu'au 31 mai en cours, 23 chanteurs et associations culturelles et artistiques versées dans le malouf, le chaabi, le haouzi et l'andalou, en sus de chansons modernes, kabyles et chaouiennes, une caravane musicale sillonnera les communes de la wilaya d'Annaba pour animer des soirées artistiques.

A. S.

Théâtre régional d'Oran

Une bibliothèque pour donner vie au hall d'accueil

Le théâtre régional d'Oran «Abdelkader Alloula» (TRO) reçoit son public à partir de ce week-end avec une nouveauté dans le hall d'accueil, à savoir «la bibliothèque des amis du théâtre», a-t-on appris jeudi auprès du directeur de cette structure culturelle.

«L'initiative a pour objectif de donner vie au hall d'accueil par l'encouragement de la lecture, ancrant ainsi davantage le théâtre dans l'univers culturel», a précisé à l'APS Mourad Senouci.

«La bibliothèque a été montée par une équipe technique du TRO à l'effet de lui conférer la vocation propre au concept d'échange gratuit de livres», a-t-il indiqué,

expliquant qu'à son arrivée au théâtre, le spectateur intéressé échangera ses bouquins contre de nouveaux.

Plusieurs universitaires et artistes se sont d'ores et déjà engagés à approvisionner les étalages en faisant don de leurs vieux livres de chevet, s'est félicité le responsable du TRO.

La bibliothèque peut accueillir un fonds d'un millier d'ouvrages, offrant ainsi un vaste choix de sujets de lecture aux visiteurs du théâtre, a-t-il fait valoir.

Cette initiative intervient en complément d'autres actions comme l'installation d'écrans

diffusant en boucle le programme mensuel et l'affiche du jour, et l'aménagement d'un espace pour les expositions artistiques.

Dans le cadre de la promotion de la lecture, le TRO s'était illustré en décembre dernier par la création d'une bibliothèque au profit des enfants hospitalisés à l'établissement pédiatrique de Canastel, à l'est de la ville d'Oran, rappelle-t-on.

Plus de 3 000 ouvrages avaient été offerts à cette structure de santé publique grâce à l'opération «Un livre contre un ticket de spectacle», initiée par le TRO au titre de cette action de solidarité.

M. K.

Arts plastiques

Apparition prochaine d'un dictionnaire de l'art

Le fonds documentaire dédié à l'art sera prochainement enrichi par un dictionnaire bilingue (arabe-français) contenant plus de trois mille mots, a révélé mercredi à Oran son auteur.

Cette publication se propose de «faciliter au lecteur la compréhension des termes spécifiques à l'art», a précisé à l'APS Nasr-Eddine Bentayeb, professeur d'arts plastiques et président de l'association «Le Livre Pinceau».

«Les mots sont expliqués d'une façon simple pour faciliter la compréhension, certains étant même étayés par des illustrations afin de mieux en cerner le sens», a-t-il fait valoir.

Ce dictionnaire de cinq cents pages relate également l'évolution chronologique des écoles et mouvements artistiques jusqu'à l'époque contemporaine, tout en abordant les techniques et les outils utilisés dans les différents arts. Les célébrités des arts plas-

tiques universels sont aussi évoquées dans cet ouvrage, qui se veut «un instrument pédagogique avant tout», offrant «une introduction stimulante qui donnerait envie d'aller plus loin aux néophytes et attiserait davantage la curiosité des spécialistes du domaine», a souligné l'auteur.

Plusieurs publications à caractère pédagogique ont été déjà éditées sous la plume de Nasr-Eddine Bentayeb, dont un dictionnaire des arts plastiques

et des livres sur l'histoire de l'art et le mouvement impressionniste. Dans ses écrits, l'auteur accorde une attention particulière à la peinture algérienne contemporaine et au patrimoine rupestre du pays.

Son association «Le Livre Pinceau» est investie, depuis sa création en 2001 à Oran, dans la formation des jeunes talents et l'organisation d'un Salon national annuel de la peinture des enfants.

R. C.

RENDEZ-VOUS CULTURELS

Théâtre National Algérien Mahieddine-Bachtarzi (Alger)

Samedi 2 juin à 22h30 : Concert de musique andalouse avec l'artiste Zahia Benzengli. Prix du billet : 500 DA.

Salle El-Mouggar Lundi 28 mai à 22h30 :

Les artistes Hassiba Abderaouf et Lamia Madini seront en concert, dans le cadre des soirées de ramadhan.

Mardi 29 mai à 22h30 : A l'occasion de la sortie de son 27^e album Noubia Mezdj Maya Rasd Eddil, Beihdja Rahal sera en concert «unique» à Alger. Elle sera habillée par Faiza Antri-Bouzar. Vente-dédicée à la fin du spectacle.

Veillées de ramadhan au Métro d'Alger

31 mai : Animation musicale de Zaki Project et conférence autour d'Alger el mahroussa.

1^{er} juin : Spectacle de magie et activités pour enfants.

7 juin : Animation musicale de Adlan Fergani et son orchestre.



USM Bel-Abbès

La CRL inquiète les dirigeants

LA DIRECTION de l'USM Bel-Abbès a engagé une course contre la montre pour régulariser ses joueurs et éviter par là même qu'ils recourent à la Chambre de résolution des litiges (CRL), a-t-on appris de ce club de Ligue 1 de football Mobilis. «Nous sommes sur le point de régulariser tous nos joueurs et entamer par là même la préparation de la nouvelle saison dans des conditions idéales», a déclaré le directeur général de l'USMBA, Kaddour Benayad. Les problèmes financiers ont fait le quotidien de la formation de la «Mekerra» tout au long de l'exercice qui vient de s'écouler, les joueurs ne cessant de réclamer leurs arriérés de salaires qui seraient estimés à 90 millions DA. Mais en réussissant à s'adjuger le trophée de la Coupe d'Algérie en fin de saison, l'USMBA s'est offert une véritable bouffée d'oxygène sur le plan financier, puisque ce titre a permis à ses caisses de se renflouer avec plus de 80 millions de dinars, selon la même source. Voilà qui devrait éviter à la direction des Vert et Rouge

d'autres tracasseries avec la CRL, et surtout préserver les cadres de l'équipe toujours sous contrat. Par ailleurs, tout indique que l'aventure de l'entraîneur Si Tahar Cherif El Ouezani avec l'USMBA a pris fin, après deux années de présence sur le banc de cette équipe. Cherif El Ouezani, qui attend à son tour de percevoir cinq mois de salaire, ne devrait pas être prolongé sur décision de l'homme fort du club, Okacha Hasnaoui. Le directeur général de l'USMBA avait déclaré récemment à l'APS qu'il tentait encore de convaincre Hasnaoui de revenir à de meilleurs sentiments, mais toujours en vain. Cette situation a retardé, a expliqué le même responsable, l'entame de l'opération de recrutement étant donné que cette dernière allait se faire en étroite collaboration avec l'entraîneur oranais. L'USMBA, qui participera la saison prochaine à la Coupe de la Confédération africaine de football, n'a réussi jusque-là à prolonger le contrat que d'un seul joueur seulement, en l'occurrence, le meneur de jeu Larbi Tabti.

Coupe d'Algérie de handball (messieurs)

ES Ain-Touta-CRBB Arréridj en finale

L'ES AIN-TOUTA et le CRBB Arréridj animeront vendredi prochain (23h30) à la salle Harcha-Hacene (Alger), la finale de la Coupe d'Algérie de handball (messieurs), à l'issue de leur qualification en demi-finales disputées dans la nuit de samedi à dimanche. A Tadjenanet, l'ES Ain-Touta a créé une grosse surprise en éliminant le GS Pétroliers (tenant du trophée) et sacré cette saison du titre de champion, sur le score de (30-28), prenant du coup sa

revanche après sa défaite en finale-2017 devant les Pétroliers (28-21). De son côté, le CRBB Arréridj s'est qualifié difficilement aux dépens de la JSE Skikda (31-30) en match joué à Chelghoum-Laid. En finale, l'ESAT affrontera le CRBBA (vice-champion). Les deux clubs se rencontrent pour la 1^{re} fois à ce stade de l'épreuve, avec l'espoir de remporter le premier trophée de leur histoire.

Cyclisme / Challenge Ramadhan

Hamza Merdj haut la main

DES CYCLISTES confirmés ont dominé la première étape du Challenge Ramadhan, disputée vendredi soir à El-Kantara (Biskra), en s'emparant des premières places dans chacune des catégories d'âge engagées. Chez les seniors, c'est Hamza Merdj, ancien sociétaire du Vélo Club Sovac, actuellement au VC Mostaganem qui l'a emporté, alors que chez les juniors c'est l'international Aïssa Nadji Lebsir qui s'est imposé. Chez les plus jeunes, Mohamed Riadh Laroui s'est imposé chez les cadets, Athlétisme / Jeux Méditerranéens 2018

Six athlètes ont déjà décroché les minima

SIX ATHLÈTES algériens ont réalisé les minima de participation aux prochains Jeux Méditerranéens, prévus du 22 juin au 1^{er} juillet 2018 à Tarragone (Espagne), en attendant l'éventuelle qualification de trois de leurs compatriotes, «qui ne sont plus très loin de leurs minima», selon la Direction technique nationale (DTN) de la Fédération algérienne d'athlétisme. Les athlètes déjà qualifiés sont : Yacine Hethat et

Mohamed Amine Belferar (800m), Mohamed Yasser Triki (longueur/triple saut), Hicham Bouchicha (3000m steeple) et le tandem Farid Terfaïa et Mamar Bengriba en semi-marathon. Les trois autres algériens susceptibles de se qualifier pour les JM de Tarragone sont : le hurdler Abdelmalik Lahoulou (400m/haies) ainsi que les demi-fondistes Takei-Eddine Heddili et Ryma Chennah.

Equipe nationale

Le stage débute aujourd'hui au CTN

■ Le stage de l'équipe nationale devrait débiter aujourd'hui au Centre des équipes nationales, en prévision des prochains matchs que disputeront les Verts face au Cap vert le 1^{er} juin et au Portugal le 7 du même mois.

Par Mahfoud M.

Le coach, Rabah Madjer, qui a convoqué 24 joueurs pour ce stage, tentera de préparer son groupe pour ces rendez-vous de la meilleure manière possible, sachant qu'il insiste beaucoup sur ces deux matchs qui devraient permettre à la sélection de bien négocier ces deux tests. Le feuilleton Feghouli-Mbolhi ayant quelque peu altéré le début de ce stage, on croit savoir que le premier responsable du staff technique a fermé la parenthèse et se consacre pleinement à son groupe avec lequel il travaillera pour tenter de dégager la meilleure équipe qui sera appelée à rejouer les éliminatoires de la Coupe d'Afrique des Nations au mois de septembre prochain. Toutefois, le grand souci qui inquiète Madjer est sans doute la forme physique de ses joueurs, car la plupart d'entre eux sont déjà en vacances après la fin des différents championnats européens et même en Algérie. Le



Les joueurs de l'EN prêts à entamer le travail

sélectionneur national avait pourtant pensé à engager un préparateur physique pour remédier à ce problème mais cela ne se concrétisera pas et l'actuel staff devra trouver une solution pour garder la forme de ses pouillains. Pour ce qui est des séances d'entraînement, elles devraient se tenir en soirée après le four pour que les joueurs soient mieux inspirés et être

prêts à relever le défi. La majorité des joueurs sont attendus donc pour aujourd'hui afin de débiter le stage dans les meilleures conditions, le plus important étant de bien se préparer pour ces deux matchs préparatifs mais qui serviront de tests pour la bande à Madjer.

M. M.

Galatasaray

Le Stade Rennais veut Feghouli

Le Stade Rennais, 5^e au classement final de Ligue 1 française de football 2017-2018, est entré en contact avec le milieu international algérien de Galatasaray (Div.1 turque), Sofiane Feghouli, croit savoir samedi le quotidien régional Ouest France. «Si le dossier de Feghouli est d'une grande complexité, la démarche affiche les ambitions élevées du Stade Rennais, toujours en contacts avec Hatem Ben Arfa (31 ans), approché pour la première fois en mars», explique la même source. Feghouli (28 ans) a réussi à s'adjuger le titre de champion avec

Galatasaray pour sa première saison avec le club stambouliote qu'il avait rejoint en 2017 pour un contrat de 5 saisons en provenance de West Ham (Premier league anglaise). Il détient un bilan de 7 buts inscrits, toutes compétitions confondues. Le club breton, directement qualifié pour la phase de poules de la Ligue Europa, comprend au sein de son effectif deux internationaux algériens, il s'agit des deux défenseurs Ramy Bensebaini et Mehdi Zeffane. Convoqué pour les deux prochains matchs de l'équipe nationale face au Cap Vert, le 1^{er} juin au stade du 5-

Juillet (22h00), et face au Portugal le 7 juin à Lisbonne (20h15), Feghouli a justifié vendredi soir son forfait par une blessure au tendon d'Achille : «Je suis à l'arrêt pour 3 semaines depuis le dernier match (disputé le 19 mai, ndr) afin de pouvoir me reposer, me soigner et préparer la saison prochaine dans les meilleures conditions physiques. Ainsi, c'est avec regret que je dois renoncer à participer au prochain rassemblement de l'équipe nationale algérienne», a-t-il indiqué dans un communiqué diffusé vendredi soir sur son compte officiel Twitter.

Impact Montréal

Taider explique sa mésaventure

Le milieu international algérien de l'Impact Montréal, Saphir Taider, est revenu sur le parcours chaotique de son équipe en Major League Soccer, avec un triste bilan de trois victoires et 9 défaites. «Ensemble, on défend mieux, on se parle. Après, tout n'est pas parfait, forcément, mais pour s'en sortir, il faut faire ressortir le positif, sinon c'est une spirale qui ne finit pas», a affirmé le joueur algérien au site canadien LaPresse. Taider (26 ans) avait rejoint la franchise canadienne en janvier dernier pour un contrat de quatre ans en provenance du FC Bologne (Serie A italienne). «Quand on

perd, il y a beaucoup de négatif qui ressort. Quand on gagne et qu'on fait un mauvais match, on dit : "Ils ont été bons, ils se sont battus ensemble, ils ont défendu ensemble". On a beaucoup plus le ballon, surtout ces derniers matchs. Techniquement, il y a moins de déchets, ce qui est bien parce que ça nous permet de garder le ballon et d'être moins fatigués quand on attaque». Et d'enchaîner : «Des joueurs intouchables, il n'y en a pas beaucoup. Peut-être Ronaldo, Messi et quelques autres, mais personne n'est intouchable, je suis d'accord». Taider (42 sélections/5 buts) a

été convoqué pour les deux derniers matchs amicaux disputés en mars dernier par l'équipe nationale face à la Tanzanie (victoire 4-1) et l'Iran (défaite 2-1), mais sans pour autant faire son apparition, affichant son mécontentement lors du match face à l'Iran en quittant le banc des remplaçants à quelques minutes de la fin de la partie, ce qui a provoqué un clash avec le coach national Rabah Madjer qui a décidé de ne pas le convoquer pour les deux prochaines rencontres amicales contre respectivement le Cap Vert le 1^{er} juin au stade 5-Juillet et le Portugal le 7 juin à Lisbonne.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Skikda

Découverte d'une casemate contenant le cadavre d'un terroriste

UNE CASEMATE contenant le cadavre d'un terroriste a été découverte samedi à Skikda, dans une opération de ratissage menée par un détachement de l'Armée nationale populaire, indique hier le ministère de la Défense nationale dans un communiqué. «Dans le cadre de la lutte antiterroriste et grâce à l'exploitation de renseignements, un détachement de l'Armée nationale populaire a découvert le 26 mai 2018, lors d'une opération de fouille et de ratissage menée à Skikda, une casemate contenant le cadavre du terroriste recherché "M. Abdelhak", alias "Abou Dhar"», précise la même source. Par ailleurs, et dans le cadre de la sécurisation des frontières et de la lutte contre la criminalité organisée, des détachements combinés de l'ANP «ont arrêté à In Guezzam, 7 contrebandiers et saisi 2 véhicules tout-terrain, 2,55 tonnes de denrées alimentaires, 5 détecteurs de métaux, 2 téléphones satellitaires et une paire de jumelles».

Sous l'égide des Nations unies

Conférence internationale sur la Libye demain à Paris

UNE CONFÉRENCE internationale sur la Libye se tiendra demain à Paris sous l'égide des Nations unies, a annoncé hier la présidence française qui la qualifie d'«inédite» parce qu'elle vise à ouvrir une «nouvelle période de stabilité et de coopération».

Selon l'Elysée, la conférence qui se déroulera en présence de la communauté internationale, le président Emmanuel Macron, accueillera les représentants du gouvernement libyen et une délégation d'acteurs politiques représentant les principales institutions de la Libye.

«Les responsables libyens et la communauté internationale seront invités ce jour-là à s'engager dans la mise en œuvre d'une feuille de route politique inclusive, pour sortir de la crise qui affecte le pays et la région depuis plusieurs années», a expliqué la présidence française, soulignant que cette conférence s'inscrit dans la continuité des efforts menés depuis 2011 par la communauté internationale et l'ONU.

«Après sept ans de conflit et de tensions, cette conférence inédite vise à ouvrir une nouvelle période de stabilité et de coopération, attendue par tout le peuple libyen», a-t-on conclu.

Vendredi, en réaction à l'attentat à la voiture piégée à Benghazi qui fait 7 morts et plus d'une dizaine de blessés, le ministère français de l'Europe et des affaires étrangères a déclaré que cet attentat «rappelle aussi l'urgence de parvenir en Libye à une solution politique, qui passe par la tenue d'élections et l'unification des forces armées sous l'autorité du pouvoir civil,

seules à même de garantir durablement la sécurité des Libyens et la stabilité du pays».

Dans ce contexte, la France a appelé à «intensifier les efforts en ce sens de la communauté internationale en soutien des Libyens, sous l'égide des Nations unies et avec l'appui de l'ensemble des partenaires internationaux de la Libye, en particulier les pays de la région».

Le président du Haut Conseil d'Etat libyen, Khaled al-Mechri, a affirmé mercredi dernier à Alger, que les positions de la majorité des acteurs en Libye sont «quasi convergentes» avec l'approche algérienne reposant sur le dialogue inclusif entre les différentes parties pour parvenir à une solution politique à la crise que connaît le pays.

Après avoir été reçu par le ministre des Affaires étrangères, Abdelkader Messahel, le président du Haut Conseil d'Etat, élu en avril dernier, a précisé que la rencontre avait permis de «souligner la nécessité de renforcer le dialogue entre les différentes parties libyennes en veillant à le mettre à l'abri des ingérences étrangères».

Lors de cette rencontre, qui entre dans le cadre des consultations permanentes entre l'Algérie et les institutions et acteurs en Libye, M. Messahel a rappelé l'approche algérienne prônant le dialogue inclusif comme seul et unique option pour parvenir à une solution politique à cette crise qui garantit la souveraineté et l'unité de la Libye et la cohésion de son peuple.

Slim N.

Flambée des prix pendant le Ramadan: Les pouvoirs publics rassurent



Loumis

Djalou@hotmail.com

Le P/APW malmené par la police à Béjaïa

La fédération du FFS «condamne un comportement inadmissible»

■ Le président de l'Assemblée populaire de la wilaya de Béjaïa, M'henni Haddadou, a été «malmené» avant-hier par les policiers à l'aéroport Abane-Ramdane.

Par Hocine Cherfa

Parti récupérer un bagage égaré à l'aéroport, il sera bizarrement arrêté pour un contrôle et une vérification des papiers par les policiers, chose tout à fait normale jusque-là, si ce n'était la suite puisqu'il vivra une mésaventure. Le P/APW a décidé de signaler le véhicule, pourtant connu et dont «l'utilisation est réglementée» mais il se voit quand même confisquer les papiers du véhicule. En réaction à cette décision pour le moins bizarre, le président de l'APW, d'obédience FFS, décide d'abandonner le véhicule sur place et rentre chez lui par bus. C'est là que la situation se complique pour lui car les policiers ont pourchassé le bus et l'ont intercepté pour évacuer ensuite «manu militari le P/APW», raconte-t-il. Il sera conduit au bureau de la PAF (police des frontières) où il refuse d'entrer après plusieurs minutes d'échange d'amabilités. Le président de l'APW quitte les lieux avec un de ses compagnons, laissant le véhicule de l'APW sur le parking de l'aéroport avant que les choses ne rentrent dans l'ordre. L'affaire s'est brutalement terminée. Trois députés, FFS, RND, et indépendants ont décidé de marquer leur solidarité à l'égard du P/APW. D'autres militants s'y sont joints pour dénoncer «ces dépassements graves à l'encontre d'un élu du peuple, de surcroît deuxième personnalité de la

wilaya». De nombreux observateurs ont condamné le comportement des policiers, qualifié d'«excès de zèle». Le P/APW a indiqué à la presse qu'une déclaration devrait être rendue publique à ce sujet et une session extraordinaire sera convoquée et élargie aux élus locaux. Dans une déclaration qui nous a été transmise hier, la Fédération FFS de Béjaïa dénonce avec «la plus grande fermeté ces comportements inacceptables et annonce que le président de l'APW se réserve le droit de déposer une plainte contre les policiers qui étaient derrière cet incident». «La Fédération FFS de Béjaïa s'élève avec force contre les comportements inadmissibles des fonctionnaires de police qui abusent des pouvoirs pour leur conférer leur fonction pour humilier les citoyens ordinaires autant que leurs élus». Pour les rédacteurs du document, «en aucun cas, l'exercice de vérification de l'authenticité des documents d'un citoyen ou d'un véhicule ne doit donner prétexte à une humiliation et au harcèlement comme l'a vécu, à ses dépens, le président de l'APW de Béjaïa le samedi 26 mai à l'aéroport Abane-Ramdane». Le FFS de Béjaïa estime qu'«une part non négligeable du climat exécrable qui règne dans le pays tient à cette gestion par le mépris et la violence». «Aucun égard pour le citoyen ni pour l'élu qui le représente de la

part de certains fonctionnaires zélés, qui confondent vigilance, arrogance et violence», fait-on observer. Et de finir le document en faisant remarquer qu'«au moment où les pouvoirs publics prétendent être la cible de campagnes étrangères concernant leurs respects des Droits de l'Homme, la banalisation scandaleuse des comportements comme celui qui a ciblé notre président de l'APW sont le premier ennemi de la crédibilité des institutions et de l'image du pays». Notons que des échauffourées ont été observées la nuit de vendredi dernier à Tazmalt. Des citoyens et militants qui commémoraient l'anniversaire de l'assassinat des jeunes (Ben Abderrahmane Menad, Hamza Ouali et Agri Ali) durant les événements du printemps noir d'avril 2001, ont été tabassés par la police. On dénombre parmi les blessés l'adjoint maire de la commune, Saddek Berkane. La présence d'un drapeau aux couleurs des indépendantistes a été sans doute à l'origine de l'intervention musclée des services de sécurité. Une intervention qui a été ponctuée par l'arrestation de manifestants connus par leur appartenance au MAK. Les personnes arrêtées ont été libérées suite à l'intervention de sages de la localité. Le député indépendant Brahim Bennaïja a condamné «la répression féroce subie par des citoyens».

H. C.